



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

03-11-2016

CETA, TAFTA...

*Ils veulent supprimer tout ce qui
entrave les intérêts du
capitalisme*

Le traité commercial signé dimanche entre le Canada et l'Union européenne se heurte à de vives oppositions, tout comme le TAFTA en discussion avec les Etats-Unis. Les dirigeants de l'Europe capitaliste, présentent le CETA comme un nouvel « accord modèle » de libre-échange. Pour faire avaler la pilule ils nous disent que l'accord fournira une protection supplémentaire à 143 origines géographiques spécifiques (AOC), dont 42 françaises, comme le "Roquefort" ou le "Saint-nectaire"... mais plus de 1300 origines contrôlées passent à la trappe !

La vraie question est masquée

L'accord de libre-échange CETA, comme le TAFTA qui se négocie entre l'UE et les États-Unis, est un plan pour accroître les profits des multinationales capitalistes en éliminant les droits de douane et pour accorder des pouvoirs sans précédent aux sociétés qui pourront intenter des procès contre les États qui mettent en œuvre des politiques contre leurs intérêts.

Ces traités ne sont pas faits dans l'intérêt des peuples.

Ces échanges et accords ont pour objectif d'éliminer la protection du travail, des garanties salariales, des réglementations environnementales et de la protection des consommateurs. Ils sont conçus pour favoriser les multinationales, pour démultiplier leurs profits et les dividendes par le biais d'une baisse des normes sociales et écologiques et d'une concurrence visant la diminution des salaires, la montée du chômage et la régression de la protection sociale.

Cet accord donne les moyens au capitalisme européen et canadien de se renforcer, de se développer, d'occuper une place prépondérante dans la concurrence mondiale capitaliste.

Leur but est de remplacer les différents marchés des pays, puis des continents par un marché capitaliste unique à l'échelle de la planète, où les règles sauvages du capitalisme seront appliquées partout sous la houlette de l'impérialisme US. Le 4 février 2016, aussitôt signé l'accord du partenariat transpacifique créant la plus vaste zone de libre-échange au monde, le président des Etats-Unis s'empressait de déclarer : *«Le Trans-Pacific Partnership permet aux Etats-Unis de rédiger la feuille de route du XXI^e siècle, ce qui est particulièrement important dans une région aussi dynamique que l'Asie-Pacifique.»* Une manière de dire au reste du monde c'est nous qui décidons...

Tout ce qui entrave le développement du capitalisme et de ses intérêts doit être supprimé. En renforçant l'exploitation des peuples, faire de l'expansion capitaliste la règle d'or du développement économique. Cela passe par la suppression de l'indépendance nationale avec à terme la disparition des Nations. Manfred Weber, président du groupe conservateur au Parlement européen et allié de la chancelière allemande Angela Merkel, a appelé à limiter les pouvoirs des États nationaux sur le commerce extérieur. Il a même déclaré que le droit des parlements régionaux et nationaux pour bloquer de tels accords n'avait « rien à voir avec plus de démocratie ».

Notre candidat Antonio Sanchez à l'élection Présidentielle estime que doit être pratiquée une véritable politique d'échange entre les pays dans tous les domaines. Il veut une coopération

qui impulse un véritable développement économique et social dans l'intérêt des peuples, une coopération qui impulse des accords mutuellement avantageux assurant le développement de chaque nation et qui respectent la souveraineté de chaque peuple, ses acquis sociaux et démocratiques. Il réaffirme que nous sommes contre tout instrument supranational, contre tout organisme politique ou militaire ou gouvernement supranational.

Il faut continuer à combattre le CETA comme le TAFTA. Il faut les rejeter.

Notre Parti appelle à développer la lutte, c'est elle qui fera avancer ces exigences et non les compromis avec le capital.

L'heure est donc à agir sans perte de temps contre le traité qui doit dans les prochains mois être approuvé par le parlement européen, puis par chaque parlement national.